

1990, chapitre 91
**LOI MODIFIANT LA CHARTE DE
LA VILLE DE QUÉBEC**

Projet de loi 254

présenté par M. Jean Leclerc, député de Taschereau

Présenté le 22 juin 1990

Principe adopté le 8 novembre 1990

Adopté le 8 novembre 1990

Sanctionné le 21 novembre 1990

Entrée en vigueur: le 21 novembre 1990 sauf l'article 12 qui entrera en vigueur à la même date que l'article 1197 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale (1990, chapitre 4)

— 1^{er} octobre 1990: a. 12

G.O., 1990, Partie 2, p. 3693

Lois modifiées:

Charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale (1990, chapitre 4)





CHAPITRE 91

Loi modifiant la charte de la Ville de Québec

[Sanctionnée le 21 novembre 1990]

Préambule ATTENDU que la Ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1929, c. 95,
a. 4h, aj. **1.** La charte de la Ville de Québec (1929, chapitre 95) est modifiée par l'addition, après l'article 4g, du suivant:

Entente « **4h.** La ville peut, à l'occasion de l'exécution de travaux, conclure une entente avec une entreprise d'utilité publique en vue d'exécuter des travaux pour le compte de cette dernière et à ses frais. ».

1929, c. 95,
a. 17d, aj. **2.** Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 17c, du suivant:

Rémunération
additionnelle « **17d.** Aux fins de l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001), un membre du conseil qui est membre de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec ou de la Commission de l'exposition provinciale de Québec est réputé exercer des fonctions particulières pouvant donner lieu à une rémunération additionnelle. Le conseil peut, par règlement, fixer une rémunération additionnelle pour ces membres même si les membres de ces organismes qui ne sont pas des membres du conseil reçoivent déjà une rémunération.

Maximum Toutefois, les dispositions de la Loi sur le traitement des élus municipaux qui sont relatives au maximum du total des rémunérations

et des indemnités que peut recevoir tout membre d'un conseil municipal priment les dispositions du règlement adopté en vertu de l'article 2 de cette loi. ».

1929, c. 95,
aa. 148a et
148b, aj.

3. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 148, des suivants :

Vice-
président

« **148a.** Le conseil peut désigner un de ses membres comme vice-président afin de remplacer le président lorsque celui-ci est absent ou désire participer aux délibérations. Lorsqu'il exerce la présidence du conseil, le vice-président jouit des mêmes privilèges et assume les mêmes obligations que le président à l'exception toutefois du droit à la rémunération additionnelle prévue à un règlement adopté en vertu de la Loi sur le traitement des élus municipaux.

Conseiller
associé

« **148b.** Le maire peut soumettre à l'approbation du conseil une motion relative à la nomination, pour une période déterminée, d'au plus deux conseillers dont la responsabilité est d'assister les membres du comité exécutif à titre de conseiller associé. Cette motion ne peut être amendée. Le mandat d'un conseiller associé se termine au terme de la période déterminée ou en même temps que son mandat comme membre du conseil sauf s'il est remplacé comme conseiller associé par le conseil sur motion présentée par le maire. Un conseiller associé ne siège pas au comité exécutif. ».

1929, c. 95,
a. 149,
remp.

4. L'article 149 de cette charte, remplacé par l'article 7 du chapitre 42 des lois de 1980, est de nouveau remplacé par le suivant :

Quorum

« **149.** La majorité des membres du conseil constitue le quorum sauf lorsqu'il en est autrement prescrit. ».

1929, c. 95,
a. 157, mod.

5. L'article 157 de cette charte, remplacé par l'article 48 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est de nouveau modifié, par le remplacement, à la première ligne, des mots « est absent » par les mots « et le vice-président sont absents ».

1929, c. 95,
a. 159b,
remp.

6. L'article 159b de cette charte, édicté par l'article 49 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967 et par l'article 58 du chapitre 61 des lois de 1984, est remplacé par le suivant :

« Office du
personnel »

« **159b.** Un organisme désigné sous le nom de « Office du personnel » composé du directeur général, du directeur du service du personnel et du directeur du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au comité exécutif l'engagement, la

promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la ville, y compris ceux de la Commission de l'exposition provinciale de Québec, à l'exception toutefois du directeur général, d'un directeur de service et de leurs adjoints. Pour les fins de l'Office du personnel, le directeur administrateur de la Commission de l'exposition provinciale de Québec est considéré comme un directeur de service.

Permutation
et suspension

Le comité exécutif peut autoriser l'Office du personnel à permutation tous les employés de la ville, y compris ceux de la Commission de l'exposition provinciale de Québec, à l'exception toutefois du directeur général, d'un directeur de service et de leurs adjoints, ou à les suspendre pour une période inférieure à six jours. ».

1929, c. 95,
a. 186, mod.

7. L'article 186 de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 80 des lois de 1973 est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « Il peut également prescrire des règles de procédure et de régie interne de ces comités. ».

1929, c. 95,
aa. 309b et
309c, aj.

8. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 309a, des suivants :

Subvention

« **309b.** Le conseil peut, par règlement, à l'égard d'une subvention versée dans le cadre d'un règlement adopté en vertu des articles 304, 306 ou 308, ou d'une subvention versée en vertu de l'article 305 :

1° stipuler que le changement de la destination ou du mode d'occupation de cet immeuble, dans un délai qu'il fixe, d'au plus dix ans, entraîne la remise à la ville, dans une proportion qu'il détermine en fonction de la période écoulée, de la subvention versée par elle à l'égard de cet immeuble, ou que tout permis qui peut être requis en vue d'un changement de destination ou d'occupation peut être refusé tant que cette remise n'est pas effectuée;

2° prévoir que la remise de la subvention est exigible de toute personne qui est propriétaire de l'immeuble à l'époque du changement de destination ou d'occupation;

3° prescrire les formalités nécessaires pour garantir le respect des exigences stipulées en application des paragraphes 1° et 2°.

Enregistre-
ment de
document

Le propriétaire bénéficiant de la subvention doit, si le règlement contient des dispositions adoptées en vertu du paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa, faire enregistrer un document établissant les limites ainsi stipulées au droit de propriété de l'immeuble. L'enregistrement

de ce document se fait par dépôt et le registrateur est tenu de le recevoir et d'en faire mention à l'index des immeubles.

Taux de
subvention

« **309c.** Le conseil peut, aux fins mentionnées dans les articles 304 à 308, fixer des taux de subvention ou de crédit de taxe différents selon que les bénéficiaires sont des organismes à but non lucratif, des coopératives ou des particuliers.

Limite à
l'accessibilité

Il peut également limiter l'accessibilité des particuliers aux subventions, sur la base du revenu du ménage et, à cette fin, définir la notion de revenu du ménage et prévoir les modes d'évaluation et de contrôle de cette limitation. ».

1929, c. 95,
a. 336, mod.

9. L'article 336 de cette charte, modifié par l'article 8 du chapitre 122 des lois de 1930-1931, par l'article 5 du chapitre 104 des lois de 1931-1932, par l'article 19 du chapitre 111 des lois de 1935, par l'article 67 du chapitre 102 des lois de 1937, par l'article 12 du chapitre 104 des lois de 1938, par l'article 22 du chapitre 102 des lois de 1939, par l'article 27 du chapitre 74 des lois de 1940, par l'article 12 du chapitre 50 des lois de 1943, par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1944, par l'article 20 du chapitre 71 des lois de 1945, par l'article 17 du chapitre 51 des lois de 1948, par l'article 8 du chapitre 63 des lois de 1951-1952, par l'article 4 du chapitre 36 des lois de 1952-1953, par l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1955-1956, par l'article 9 du chapitre 50 des lois de 1957-1958, par l'article 6 du chapitre 96 des lois de 1960-1961, par l'article 7 du chapitre 66 des lois de 1963, par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1964, par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, par l'article 38 du chapitre 86 des lois de 1969, par les articles 29, 30 et 31 du chapitre 68 des lois de 1970, par l'article 146 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 29 du chapitre 75 des lois de 1972, par l'article 8 du chapitre 80 des lois de 1973, par l'article 12 du chapitre 97 des lois de 1974, par l'article 15 du chapitre 54 des lois de 1976, par l'article 457 du chapitre 72 des lois de 1979, par les articles 23, 45 et 51 du chapitre 42 des lois de 1980, par l'article 272 du chapitre 63 des lois de 1982, par l'article 17 du chapitre 64 des lois de 1982, par les articles 22, 59 et 60 du chapitre 61 des lois de 1984, par l'article 140 du chapitre 27 des lois de 1985, par l'article 22 du chapitre 116 des lois de 1986, par l'article 17 du chapitre 88 des lois de 1988, par l'article 1 du chapitre 81 des lois de 1989 ainsi que par les articles 1155 à 1168 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° au paragraphe 12b:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Enseigne ou
panneau-
réclame

« 12b. Pour obliger le propriétaire d'une enseigne ou d'un panneau-réclame non conforme ou devenu non conforme à tout

règlement concernant les enseignes ou les panneaux-réclame ou à ses modifications, à le rendre conforme à tel règlement et à ses modifications ou à l'enlever, sans indemnité, dans les délais fixés par le conseil; pour fixer ces délais en fonction des diverses catégories d'enseignes ou de panneaux-réclame qu'il détermine ou de leur coût pourvu que ces délais ne soient pas inférieurs à cinq ans ni supérieurs à dix ans à compter de l'entrée en vigueur de tel règlement ou de ses modifications. »;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Conformité « Pour prescrire que les enseignes ou les panneaux-réclame qui n'ont pas été rendus conformes dans les délais fixés peuvent être enlevés par la ville, sans indemnité, après un avis écrit de six mois donné à leur propriétaire. »;

c) par la suppression du cinquième alinéa;

2° par le remplacement du paragraphe 12c par le suivant:

Catégories « 12c. Pour définir ce qui constitue une enseigne ou un panneau-réclame et établir différentes catégories d'enseignes ou de panneaux-réclame; »;

3° par l'addition, après le paragraphe 12c, du suivant:

Définitions « 12d. Pour les fins des paragraphes 12a, 12b et 12c, les mots « enseigne » et « panneau-réclame » comprennent aussi leurs structures et le mot « propriétaire » comprend le propriétaire, possesseur ou occupant d'un immeuble où est installé un panneau-réclame ou une enseigne; »;

4° par l'addition au paragraphe 42a, après le sous-paragraphe 23, du suivant:

Antennes « 24- prescrire, par zone, avec ou sans exception pour les antennes utilisées à des fins de sécurité publique, des exigences relatives au mode et au lieu d'installation, à l'entretien, au nombre et à la hauteur des antennes et autres dispositifs semblables, à l'extérieur des bâtiments ou de certaines catégories de bâtiments.

Conformité Pour obliger le propriétaire d'une antenne non conforme ou devenue non conforme à tout règlement concernant les antennes ou à ses modifications, à la rendre conforme à tels règlements et à ses modifications ou à l'enlever, sans indemnité, dans les délais fixés par le conseil; pour fixer ces délais en fonction des diverses catégories d'antennes qu'il détermine ou de leur coût pourvu que ces délais ne

soient pas inférieurs à un an ni supérieurs à deux ans à compter de l'entrée en vigueur de tels règlements ou de ses modifications.

Enlèvement Pour prescrire que les antennes qui n'ont pas été rendues conformes dans les délais fixés peuvent être enlevées par la ville, sans indemnité, après avis écrit de quatre-vingt-dix jours donné à leur propriétaire, sous réserve du droit de la ville de les enlever en tout temps lorsque la sécurité publique l'exige.

Frais d'enlèvement Pour décréter que les frais d'enlèvement engagés par la ville constituent contre la propriété une charge assimilée à la taxe foncière privilégiée au même rang et recouvrable de la même manière. » ;

5° par l'addition, au paragraphe 42c, après le sous-paragraphe 8, du suivant :

Dépôt de plan « 8.1- exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale effectuée en vue de l'aliénation d'une parcelle de terrain au propriétaire d'un immeuble adjacent, si l'opération n'attribue pas un numéro distinct au nouveau lot ainsi formé, le dépôt simultané d'un plan relatif à une opération cadastrale ayant pour but d'attribuer un numéro distinct au nouveau lot ainsi formé ; » ;

6° par l'addition, à la troisième ligne du paragraphe 42k, après le chiffre « 42i », des mots « , pour prescrire les plans et documents qui doivent être soumis par le requérant » ;

7° par l'addition, après le paragraphe 49c, du suivant :

Imprimés ou articles publicitaires « 49d. Pour défendre de jeter des imprimés ou autres articles publicitaires dans les parcs ou places publiques de la ville ainsi que sur les terrains privés et prescrire les conditions auxquelles ils peuvent être déposés sur les terrains privés ; pour réglementer la distribution et obliger les responsables de cette distribution à respecter les exigences réglementaires et à exercer à cette fin une diligence raisonnable sur leurs commis ; exiger qu'une identification spécifique des responsables de la distribution figure sur ces imprimés ou ces articles ; obliger les responsables de la distribution à obtenir, aux fins de cette activité, un permis pour eux ainsi qu'un permis pour chacun de leurs commis ; » .

1929, c. 95,
a. 449, ab. **10.** L'article 449 de cette charte, tel que modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est abrogé.

1929, c. 95,
a. 548e,
mod. **11.** L'article 548e de cette charte, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1973, modifié par l'article 22 du chapitre 54 des

lois de 1976 et par l'article 47 du chapitre 61 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement, à la fin du premier alinéa, des mots « lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil » par les mots « seul lot distinct sur les plans officiels du cadastre ».

1990, c. 4,
a. 1197,
mod.

12. L'article 1197 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale (1990, chapitre 4) est modifié par le remplacement de la première ligne du paragraphe 4° par la suivante :

« 4° le remplacement des deux dernières phrases du cinquième alinéa par la suivante : ».

Cotisations
décrétées

13. Aucune irrégularité ou illégalité ne peut être soulevée à l'encontre des cotisations décrétées sous l'autorité des règlements 3009 « Décrétant une cotisation pour la SIDAC – Mail Centre-Ville de Québec pour la période débutant le 11 octobre 1983 et se terminant le 31 décembre 1984 », 3010 « Décrétant une cotisation pour la SIDAC du Vieux-Québec pour la période débutant le 29 février 1984 et se terminant le 31 décembre 1984 », 3042 « Décrétant une cotisation concernant certaines SIDAC pour l'exercice financier 1985 », 3141 « Décrétant une cotisation concernant certaines SIDAC pour l'exercice financier 1986 », 3224 « Décrétant une cotisation concernant certaines SIDAC pour l'exercice financier 1987 » et 3330 « Décrétant une cotisation à l'endroit des membres de certaines SIDAC pour l'exercice financier 1988 » en raison du fait que ces cotisations ont été décrétées à l'égard des contribuables tenant une place d'affaires pour des activités exercées à des fins lucratives ou non, et ce avant l'entrée en vigueur du paragraphe 2° de l'article 21 du chapitre 88 des lois de 1988.

Cause
pendante

Le présent article n'affecte pas une cause pendante le 22 juin 1990.

Désignation
d'immeubles

14. La désignation des immeubles mentionnés dans l'avis de vente du 3 septembre 1987, dont copie a été déposée à la division d'enregistrement de Québec, le 3 septembre 1987, sous le numéro 11833, et dans un acte d'adjudication et de vente par le shérif adjoint du district de Québec, le 20 octobre 1987, est réputée et a toujours été réputée être la suivante :

« Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 231-B du cadastre de la paroisse de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le lot 231-B-85, vers le sud-est par le lot 231-B-61

(carré le Barbot), vers le sud-ouest par une partie du lot 231-B (Jeanne Harvey), et vers le nord-ouest par le lot 231-B-16; mesurant 12,15 mètres vers le nord-est, 6,09 mètres vers le sud-est, 17,63 mètres vers le sud-ouest, 12,14 mètres vers le nord-ouest. Cette parcelle contient en superficie environ 126,7 mètres carrés sans garantie de mesures précises, celle-ci n'ayant fait l'objet d'aucun arpentage.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 231-B-85 du même cadastre.

Un immeuble connu et désigné comme étant les lots 232-629 et 232-630 du même cadastre. ».

Enregis-
trement

L'enregistrement d'une copie conforme du présent article se fait par dépôt.

Entrée en
vigueur

15. La présente loi entre en vigueur le 21 novembre 1990 sauf l'article 12 qui entrera en vigueur à la même date que l'article 1197 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale (1990, chapitre 4).